



HAL
open science

Les laboratoires citoyens madrilènes face à la crise économique espagnole : l'invention d'un "urbanisme tactique" ou d'un "urbanisme précaire"

Raphaël Besson

► To cite this version:

Raphaël Besson. Les laboratoires citoyens madrilènes face à la crise économique espagnole : l'invention d'un "urbanisme tactique" ou d'un "urbanisme précaire". Bulletin des professionnels de ADP-Villes en développement, 2016, 104. halshs-01726452

HAL Id: halshs-01726452

<https://shs.hal.science/halshs-01726452>

Submitted on 8 Mar 2018

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Raphaël Besson

Directeur de Villes Innovations (Madrid, Grenoble)

Chercheur associé à PACTE-CNRS

r.besson@villes-innovations.com

LES LABORATOIRES CITOYENS MADRILENES FACE A LA
CRISE ECONOMIQUE ESPAGNOLE : L'INVENTION D'UN
« URBANISME TACTIQUE » OU D'UN « URBANISME
PRECAIRE »
BULLETIN DES PROFESSIONNELS DE ADP-VILLES EN
DEVELOPPEMENT. N°104

Novembre 2016

Pour citer l'article: Besson, R., 2016, « Les laboratoires citoyens madrilènes face à la crise économique espagnole : l'invention d'un "urbanisme tactique" ou d'un "urbanisme précaire" », Bulletin des professionnels de Adp-Villes en développement, n° 104, novembre 2016.

URL :

<https://www.ville-developpement.org/docman-type-liste/download/863-104-fr-8-pages-vf/bulletins-villes-en-developpement>

Raphaël Besson est expert en socio-économie urbaine et docteur en sciences du territoire-urbanisme. Chercheur associé au laboratoire Pacte, il a fondé l'agence Villes innovations (Madrid, Grenoble), spécialisée sur les thématiques des villes innovantes et créatives. Il nous livre ici ses réflexions sur le rôle des lieux madrilènes auto-portés et gérés par les habitants pour faire face à la crise économique qui touche l'Espagne.

Face à la crise économique que traverse l'Espagne depuis 2008, Madrid devient l'épicentre de transformations politiques, urbaines et sociales majeures. En plus des protestations citoyennes issues du mouvement des indignés, et de l'ascension du parti politique Podemos (« nous pouvons »), Madrid connaît un développement important de laboratorios ciudadanos (« laboratoires citoyens»).

Emergence et développement des laboratorios ciudadanos

A Madrid, la crise économique a laissé en jachère une quantité importante d'espaces publics, dont la vocation initiale était d'accueillir de grands équipements culturels, sportifs ou commerciaux. Des citoyens et des collectifs souvent très qualifiés, œuvrant dans les domaines de l'économie collaborative, du numérique, de l'écologie urbaine ou de l'urbanisme social, se sont progressivement réappropriés ces espaces vacants. On pense ici à des collectifs comme Ecosistema Urbano, Basurama, Todo por la Praxis, Paisaje Transversal, qui ont jeté les bases d'un nouvel urbanisme fondé sur des modes de gestion collaborative des villes, la participation citoyenne et l'intégration systématique des dimensions artistiques et culturelles. Cet urbanisme « de código abierto » (« à code ouvert ») s'est aussi largement appuyé sur le développement d'outils numériques, à-même de stimuler l'expression citoyenne et la co-production des projets (Tato, Vallejo, 2012).

Ces espaces vacants ont été transformés en terrains d'expérimentation de nouveaux modèles socioéconomiques et de gestion des villes, fondés sur le collaboratif, la participation citoyenne et la co-production d'espaces et de services publics. Une vingtaine de laboratorios ciudadanos ont ainsi vu le jour : La Tabacalera, Esta es una plaza, Patio Maravillas, Media Lab Prado, El Campo de la Cebada, Utopic_US, etc. Chaque laboratoire citoyen s'est spécialisé dans un domaine particulier comme l'agriculture et l'écologie urbaine, l'intégration sociale et culturelle, l'art collaboratif ou l'économie numérique. Ainsi des laboratoires oeuvrent pour la création de jardins communautaires

et auto-gérés par des « citoyens-jardiniers ». Le plus connu, « Esta es una Plaza » (« Ceci est une place »), a été créé par un groupe d'étudiants, de jeunes professionnels et d'habitants, sur un terrain abandonné depuis une trentaine d'années dans le quartier de Lavapiés. Après avoir obtenu de la municipalité la gestion temporaire de cet espace, le groupe a promu un modèle d'autogestion, permettant à chaque citoyen de contribuer librement au fonctionnement du lieu, tout en bénéficiant en retour des infrastructures et des activités socio-culturelles.

D'autres laboratoires citoyens agissent dans le champ de l'intégration sociale et culturelle. C'est le cas du Campo de la Cebada. Ce laboratoire est situé au centre de Madrid, près de la Plaza Mayor, sur un espace d'environ 5000 m². Depuis 2011, le Campo de la Cebada développe de nombreux projets, dans des domaines sociaux (systèmes d'échange de services), artistiques (street art, ateliers de photographie, de poésie, de théâtre), sportifs (aménagement de terrains de basket et de jeux) ou culturels, avec l'organisation de festivals de musique et de cinéma en plein air. Le Campo de la Cebada sert également de support à l'aménagement de jardins collectifs et de mobiliers urbains co-construits. Les bancs, les gradins ou les paniers de basket ont tous été fabriqués grâce à l'intervention de collectifs d'architectes, d'habitants et d'ingénieurs. Ces derniers ont utilisé les outils et licences libres de Fab Labs madrilènes pour construire un mobilier modulable, entièrement réalisé à partir de matériaux recyclés. Une coupole a été récemment fabriquée grâce à la collecte de plus de 6000 € sur la plateforme de financement participatif Goteo.org. Précisons que l'ensemble des activités du Campo de La Cebada sont auto-gérées lors de rencontres régulières, qui réunissent l'ensemble des collectifs du quartier (habitants, commerçants, associations, etc.).

« Urbanisme tactique » ou « urbanisme précaire » ?

Différents auteurs assimilent le phénomène des laboratoires citoyens à un urbanisme « tactique » (Revista Papers, 2014 ; Such, 2015). Cet urbanisme se déploie dans les espaces en creux de la ville, en dehors de politiques de planification urbaine. Il se développe de manière ascendante et s'encastre dans les structures socioculturelles des quartiers madrilènes. Il s'agit de « faire avec », plutôt que de « penser à la place de » collectifs d'ores et déjà présents et organisés. L'urbanisme tactique imagine des solutions collectives et co-produites pour répondre à des besoins sociaux, et notamment quant à l'accès des habitants à la ville, à ses espaces publics, ses services, ses ressources, ses activités sociales, culturelles ou sportives. Au sein de ces laboratoires citoyens, les collectifs ne se limitent pas à défendre un égal accès aux ressources, aux espaces de la ville, ou à

une plus grande participation ; ils souhaitent devenir des agents actifs de la transformation de leurs quartiers, et participer à produire, au-delà de la vie sociale, éducative ou culturelle, l'espace public, le mobilier et autres infrastructures urbaines. L'urbanisme tactique revendique non seulement un droit à la ville, mais aussi un droit à l'infrastructure des villes (Corsín, 2014).

Cependant cet « urbanisme tactique » n'est pas sans induire un certain nombre de questionnements. D'abord sur la pérennité des laboratoires citoyens au regard de leur dépendance vis-à-vis d'acteurs décisionnaires (propriétaires et collectivités territoriales) et d'un modèle économique extrêmement précaire. Ces laboratorios fonctionnent essentiellement sur les principes du don, de l'échange et de la réciprocité et dans une moindre mesure grâce aux financements participatifs et aux subventions. Ensuite sur l'instrumentalisation des laboratorios ciudadanos par les Institutions publiques. Ces laboratoires permettent en effet de répondre à des situations socioéconomiques graves et de compenser des carences de dotations, de financements publics et d'espaces publics. Ils prennent en charge des services et des missions traditionnellement assurés par les collectivités. Un dernier doute concerne la capacité des laboratoires citoyens à changer d'échelle et à faire ville. Un projet de ville ne peut naître de l'addition d'expériences isolées, éphémères et fondées sur un modèle souvent utopique d'autogestion et de participation généralisée. Cet « urbanisme précaire » (Marrades, 2014) n'échappe donc pas à un certain nombre de questionnements. Mais il ouvre des réelles perspectives pour repenser les politiques urbaines face à une économie en crise et en pleine mutation.